

Eva Illouz : L'État d'Israël contre le peuple juif

Description

Israël s'aligne sur un régime nationaliste, voire antisémite, un régime après l'autre. OÙ cela mène-t-il la communauté juive mondiale?

Par Eva Illouz, 13 septembre 2018

Un tremblement de terre secoue discrètement le monde juif.

Au XVIII^e siècle, les juifs ont commencé à jouer un rôle décisif dans la promotion de l'universalisme, car l'universalisme leur a promis le rachat de leur soumission politique. Grâce à l'universalisme, les Juifs pouvaient en principe être libres et égaux à ceux qui les avaient dominés. C'est pourquoi, dans les siècles qui ont suivi, les Juifs ont participé à un nombre disproportionné de causes communistes et socialistes. C'est aussi pour cette raison que les Juifs étaient des citoyens modèles de pays tels que la France ou les États-Unis, avec des constitutions universalistes.

L'histoire des Juifs en tant que promoteurs des valeurs des Lumières et des valeurs universalistes touche à sa fin. Nous sommes les témoins stupéfaits des nouvelles alliances entre Israël, les factions orthodoxes du judaïsme dans le monde entier et le nouveau populisme mondial dans lequel l'ethnocentrisme et même le racisme occupent une place indéniable.

Lorsque le Premier ministre Netanyahu a choisi de s'aligner politiquement avec Donald Trump avant et après l'élection présidentielle américaine de 2016, certaines personnes pourraient encore lui donner le bon sens du doute. Certes, Trump était entouré de gens comme Steve Bannon, l'ancien directeur de Breitbart News, qui était très sensible au racisme et à l'antisémitisme, mais personne n'aurait certain de la direction que prendrait la nouvelle présidence. Même si Trump refusait de condamner les éléments antisémites de sa base électorale ou du Ku Klux Klan, qui avait soutenu avec enthousiasme, et même si cela lui prenait beaucoup de temps pour se dissocier de David Duke, nous n'attendions pas encore certains de la présence d'antisémitisme dans le discours et les stratégies de Trump (d'autant plus que sa fille Ivanka était convertie au judaïsme).

Mais les événements de Charlottesville en août 2017 ne permettaient plus de douter. Les manifestants néo-nazis ont commis des actes de violence contre des contre-manifestants pacifiques, tuant une femme en fonçant dans une foule avec une voiture (acte rappelant la technique des attentats terroristes en Europe). Trump a réagi aux événements en condamnant à la fois les néo-nazis et les suprémacistes blancs et leurs opposants. Le monde a été choqué par sa confusion entre les deux groupes, mais Jérusalem n'a pas objecté. Encore une fois, l'observateur indulgent (ou cynique) aurait pu interpréter ce silence comme l'obéissance réticente d'un vassal envers son suzerain (de tous les pays du monde, Israël reçoit le plus d'aide militaire des États-Unis). On était en droit de penser qu'Israël n'avait pas d'autre choix que de collaborer, malgré les signes extérieurs de l'antisémitisme du dirigeant américain.

Cette interprétation n'est toutefois plus tenable. Avant et après Charlottesville, Netanyahu a courtoisement d'autres dirigeants qui ne sont pas touchés par l'antisémitisme ou qui lui sont carrément sympathiques, et sur lesquels Israël n'est pas dépendant économiquement. Ses concessions vont

jusqu'À participer À une forme partielle de nÃ©gationnisme.

Prenons le cas de la Hongrie. Sous le gouvernement de Viktor Orban, le pays montre des signes troublants de lÃ©gitimation de lâ€™antisÃ©mitisme. En 2015, par exemple, le gouvernement hongrois a annoncÃ© son intention dÃ©riger une statue pour commÃ©morer Balint Homan, un ministre de la pÃ©riode de lâ€™Holocauste qui a jouÃ© un rÃ©le dÃ©cisif dans lâ€™assassinat ou lâ€™expulsion de prÃ©s de 600 000 Juifs hongrois. Loin dÃ©tre un incident isolÃ©, quelques mois plus tard, en 2016, une autre statue a Ã©tÃ© Ã©rigÃ©e en hommage À Gyorgy DonÃ©th, lâ€™un des architectes de la lÃ©gislation anti-juive pendant la Seconde Guerre mondiale. Il nÃ©tait donc pas surprenant dÃ©entendre Orban employer des paroles antisÃ©mites lors de sa campagne de rÃ©Ã©lection en 2017, notamment contre Georges Soros, milliardaire-philanthrope juif hongro-amÃ©ricain qui soutient les causes libÃ©rales, notamment celle des frontiÃ©res ouvertes et de lâ€™immigration. En rÃ©animant le clichÃ© antisÃ©mite sur le pouvoir des Juifs, Orban a accusÃ© Soros dÃ©avoir lâ€™intention de saper la Hongrie.

Qui Netanyahu a-t-il choisi de soutenir? Pas la communautÃ© juive hongroise inquiÃ©te qui a protestÃ© amÃ©rement contre la rhÃ©torique antisÃ©mite du gouvernement Orban; il nÃ©a pas non plus choisi de soutenir le Juif libÃ©ral Soros, qui dÃ©fend des causes humanitaires. Au lieu de cela, le Premier ministre a crÃ©Ã© de nouvelles lignes de faille, prÃ©fÃ©rant les alliÃ©s politiques aux membres de la tribu. Il a soutenu Orban, la mÃame personne qui ressuscite le souvenir dÃ©antisÃ©mites sombres. Lorsque lâ€™ambassadeur israÃ©lien À Budapest a protestÃ© contre lâ€™Ã©rection de la statue tristement cÃ©lÃ©bre, il a Ã©tÃ© publiquement contredit par Netanyahu.

Ã ma connaissance, le gouvernement israÃ©lien nÃ©a jamais officiellement protestÃ© contre les tendances et les affinitÃ©s antisÃ©mites dÃ©Orban. En fait, quand lâ€™ambassadeur israÃ©lien À Budapest a essayÃ© de le faire, il a Ã©tÃ© calmÃ© par JÃ©rusalem. Peu de temps avant les Ã©lections hongroises, Netanyahu a pris la peine de se rendre en Hongrie, donnant ainsi un Â« certificat casher Â» À Orban et lâ€™exonÃ©rant de lâ€™opprobre attachÃ© À lâ€™antisÃ©mitisme et À lâ€™approbation des personnalitÃ©s actives dans la Shoah. Lorsque Netanyahu sÃ©est rendu À Budapest, la FÃ©dÃ©ration des communautÃ©s juives lui a offert une rÃ©ception glacÃ©e, tandis quÃ©Orban lui a rÃ©servÃ© un accueil chaleureux. Pour renforcer leur amitiÃ© touchante, Netanyahu a invitÃ© Orban À se rendre en IsraÃ©l en juillet dernier, le recevant dÃ©une maniÃ©re habituellement rÃ©servÃ©e aux alliÃ©s nationaux les plus dÃ©vouÃ©s.

La relation avec la Pologne est tout aussi surprenante. Pour rappel, la Pologne est gouvernÃ©e par le parti nationaliste *Droit et justice*, qui a une politique intransigeante contre les rÃ©fugiÃ©s et semble vouloir Ã©liminer lâ€™indÃ©pendance des tribunaux À travers une sÃ©rie de rÃ©formes qui permettraient au gouvernement de contrÃ©ler le pouvoir judiciaire. En 2016, le gouvernement dirigÃ© par *Droit et justice* a Ã©liminÃ© lâ€™organisme officiel chargÃ© de traiter les problÃ©mes de discrimination raciale, de xÃ©nophobie et dÃ©intolÃ©rance, arguant que lâ€™organisation Ã©tait devenue Â« inutile Â».

EncouragÃ©s par cette dÃ©claration et par dÃ©autres dÃ©clarations et politiques gouvernementales, les signes de nationalisme se sont multipliÃ©s au sein de la sociÃ©tÃ© polonaise. En fÃ©vrier 2018, le prÃ©sident Andrzej Duda a dÃ©clarÃ© quÃ©il signerait une loi interdisant dÃ©accuser la nation polonaise dÃ©avoir collaborÃ© avec les nazis. Accuser la Pologne de collusion dans lâ€™Holocauste et dÃ©autres atrocitÃ©s nazies serait dÃ©sormais passible de poursuites. IsraÃ©l a dÃ©abord protestÃ© contre la lÃ©gislation proposÃ©e, mais en juin, Benjamin Netanyahu et le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, ont signÃ© un accord exonÃ©rant la Pologne de tous les crimes contre les Juifs pendant lâ€™occupation allemande. IsraÃ©l a Ã©galement adhÃ©rÃ© À la dÃ©cision de la Pologne dÃ©interdire lâ€™expression Â« camp de concentration polonais Â». De plus, Netanyahu a mÃame signÃ© une dÃ©claration stipulant que lâ€™antisÃ©mitisme est identique À lâ€™antipolonisme et que seule une poignÃ©e de tristes Polonais Ã©taient responsables de la

persécution des Juifs à pas la nation dans son ensemble.

À l'instar de la droite américaine, hongroise et polonaise, Israël veut restaurer la fierté nationale non entachée par les critiques «auto-haineuses». Comme les Polonais, Israël mène depuis deux décennies une guerre contre le récit officiel de la nation, tentant de faire disparaître des manuels scolaires des faits incommodes (comme le fait que les Arabes ont été activement chassés d'Israël en 1948). Afin d'annuler les critiques, le ministre de la Culture d'Israël prévoit désormais un financement des institutions créatives sur la loyauté envers l'État. Comme en Hongrie, le gouvernement israélien persécute des ONG comme *Breaking the Silence*, un groupe dont le seul péché a été de donner aux soldats un forum pour dénoncer leurs expériences dans l'armée et s'opposer à la violence des colons contre les Palestiniens ou à l'expropriation des terres en violation du droit international. Expurger les critiques de la vie publique (tel qu'exprimé en interdisant l'entrée dans le pays des partisans du BDS, en refusant le financement des compagnies de théâtre ou des films critiques envers Israël, etc.) est une expression du pouvoir d'État direct.

En ce qui concerne les réfugiés, Israël, comme la Hongrie et la Pologne, refuse de se conformer au droit international. Depuis près d'une décennie, Israël n'a pas respecté les conventions internationales sur les droits des réfugiés, même s'il est signataire de ces conventions : l'État a détenu des réfugiés dans des camps et les a emprisonnés et deportés. Comme la Pologne, Israël tente de supprimer l'indépendance de son système judiciaire. Israël se sent à l'aise avec l'extrême droite antidémocratique des États européens, tout comme on se sent à l'aise avec un membre de la famille qui rote et b, perdant tout sens de l'auto-contrôle ou des manières à table.

Plus généralement, ces pays partagent aujourd'hui un noyau politique commun très profond : la peur des étrangers aux frontières (il faut cependant préciser que les peurs des Israéliens sont moins imaginaires que celles des Hongrois ou des Polonais); des confidences à la fierté nationale non entachée par un passé douteux, faisant des critiques des traîtres à la nation; l'interdiction des organisations de défense des droits de l'homme et la contestation des normes mondiales fondées sur des principes moraux. Le triumvirat Netanyahu-Trump-Poutine a une vision et une stratégie bien définies : créer un bloc politique qui saperait l'ordre international libéral actuel et ses principaux acteurs.

Dans un article récent sur Trump pour *Project Syndicate*, le spécialiste juridique Mark S. Weiner a suggéré que la vision politique et la pratique de Trump suivaient (quoique sans le savoir) les préceptes de Carl Schmitt, le juriste allemand qui a rejoint le parti nazi en 1933.

À la place de la normativité et de l'universalisme, Schmitt propose une théorie de l'identité politique fondée sur un principe que Trump apprécie sans doute profondément dans sa carrière politique : la terre, a écrit Weiner. « Pour Schmitt, une communauté politique se forme lorsqu'un groupe de personnes reconnaît qu'elles partagent un trait culturel distinct qui, selon elles, mène à leur vie. Cette base culturelle de la souveraineté est en fin de compte ancrée dans la géographie distinctive d'un peuple habite. En jeu, il y a des positions opposées sur la relation entre identité nationale et droit. Selon Schmitt, le *nomos* de la communauté [le mot grec pour «loi»] ou le sens d'elle-même qui découle de sa géographie, est la condition philosophique de sa loi. Pour les libéraux, en revanche, la nation se définit d'abord et avant tout par ses engagements juridiques. »

Netanyahu et ses semblables souscrivent à cette vision schmittienne du politique, subordonnant les engagements juridiques à la géographie et à la race. La terre et la race sont les motifs secrets et manifestes de la politique de Netanyahu. Lui et sa coalition ont, par exemple, mené une politique d'annexion lente en Cisjordanie, soit dans l'espoir d'expulser ou de soumettre les 2,5 millions de Palestiniens qui y vivent, soit de les contrôler.

Ils ont Ã©galement radicalisÃ© la judÃ©itÃ© du pays avec la loi trÃ¨s controversÃ©e de lâ€™Ã©tat-nation. Jouer avec les dirigeants antisÃ©mites peut sembler contredire la loi de lâ€™Ã©tat-nation, mais elle est motivÃ©e par la mÃªme logique dÃ©Ã©tat et de logique schmittienne selon laquelle lâ€™Ã©tat ne se considÃ¨re plus comme un reprÃ©sentant de tous ses citoyens, mais vise Ã Ã©tendre son territoire, Ã augmenter son pouvoir en dÃ©signant des ennemis, Ã dÃ©finir qui appartient ou pas, Ã restreindre la dÃ©finition de la citoyennetÃ©, Ã durcir les limites du corps collectif et Ã saper lâ€™ordre libÃ©ral international. La ligne qui relie Orban Ã la loi sur la nationalitÃ© est lâ€™expansion pure et simple du pouvoir de lâ€™Ã©tat.

Courtiser Orban ou Morawiecki signifie avoir des alliÃ©s au sein du Conseil et de la Commission europÃ©enne, ce qui aiderait IsraÃ«l Ã bloquer les votes indÃ©sirables, Ã affaiblir les stratÃ©gies internationales palestiniennes et Ã crÃ©er un bloc politique qui pourrait imposer un nouvel ordre international. Netanyahu et ses amis ont une stratÃ©gie et tentent de remodeler lâ€™ordre international pour atteindre leurs propres objectifs nationaux. Ils comptent sur la victoire finale des forces rÃ©actionnaires pour avoir la libertÃ© de faire ce quâ€™ils veulent Ã lâ€™intÃ©rieur de lâ€™Ã©tat.

Mais ce qui est le plus surprenant, câ€™est que pour promouvoir ses politiques illibÃ©rales, Netanyahu est prÃªt Ã snober et Ã rejeter la plus grande partie du peuple juif, ses rabbins et intellectuels les plus reconnus, et le grand nombre de Juifs qui ont soutenu par de lâ€™argent ou lâ€™action politique, lâ€™Etat dâ€™IsraÃ«l. Cela suggÃ¨re un changement clair et indÃ©niable dâ€™une politique basÃ©e sur le peuple Ã une politique basÃ©e sur la terre.

Pour la majoritÃ© des Juifs Ã lâ€™extÃ©rieur dâ€™IsraÃ«l, les droits de lâ€™homme et la lutte contre lâ€™antisÃ©mitisme sont des valeurs fondamentales. Le soutien enthousiaste de Netanyahu aux dirigeants autoritaires et antisÃ©mites est lâ€™expression dâ€™un changement profond dans lâ€™identitÃ© de lâ€™Ã©tat en tant que reprÃ©sentant du peuple juif dans un Ã©tat qui vise Ã promouvoir sa propre expansion en saisissant des terres, en violant le droit international, exclusion et discrimination. Ce nâ€™est pas le fascisme en soi, mais certainement lâ€™une de ses caractÃ©ristiques les plus distinctives.

Cet Ã©tat de fait est inquiÃ©tant mais il est Ã©galement probable que deux Ã©volutions intÃ©ressantes et mÃªme positives se produisent. La premiÃ¨re est que, de la mÃªme maniÃ¨re quâ€™IsraÃ«l sâ€™est libÃ©rÃ© de son Â«complexe juifÂ» â?? abandonnant son rÃ´le de chef et de centre du peuple juif dans son ensemble â?? beaucoup ou la plupart des Juifs vont maintenant se libÃ©rer de leur complexe israÃ©lien, comprenant finalement que les valeurs dâ€™IsraÃ«l et les leurs sont profondÃ©ment en conflit. Le 13 aoÃ»t 2018, le prÃ©sident du CongrÃ¨s juif mondial, Ron Lauder, citÃ© dans le New York Times, Ã©tait sur le point de dÃ©savouer IsraÃ«l, en est un puissant tÃ©moignage. Lauder Ã©tait trÃ¨s clair : la perte du statut moral dâ€™IsraÃ«l signifie quâ€™il ne pourra pas exiger la loyautÃ© inconditionnelle de la communautÃ© juive mondiale. Ce qui Ã©tait vÃ©cu dans le passÃ© par de nombreux Juifs comme un conflit intÃ©rieur se rÃ©sorbe lentement : beaucoup ou la plupart des membres des communautÃ©s juives accorderont leur prÃ©fÃ©rence Ã leur engagement envers les constitutions de leurs pays, câ€™est-Ã -dire aux droits humains universels.

IsraÃ«l a dÃ©jÃ cessÃ© dâ€™Ãªtre le centre de gravitÃ© du monde juif et, Ã ce titre, il ne pourra compter que sur le soutien dâ€™une poignÃ©e de milliardaires et des ultra-orthodoxes. Cela signifie que dans un avenir prÃ©visible, lâ€™effet de levier dâ€™IsraÃ«l sur la politique amÃ©ricaine sera considÃ©rablement affaibli.

Le trumpisme est une phase transitoire de la politique amÃ©ricaine. Les Latinos et les dÃ©mocrates de gauche seront de plus en plus impliquÃ©s dans la politique du pays et, comme ils le font, ces politiciens auront de plus en plus de difficultÃ©s Ã justifier le soutien amÃ©ricain continu aux politiques israÃ©liennes odieuses aux dÃ©mocraties libÃ©rales. Contrairement au passÃ©, cependant, les Juifs ne les forceront plus Ã regarder

ailleurs.

Le deuxième développement intéressant concerne lâ  Europe. L  Union européenne ne sait plus quelle était sa mission. Mais les Netanyahu, les Trump, les Orbans et Morawieckis aideront lâ  Europe   reinventer sa vocation : le bloc social-démocrate de lâ  UE aura pour mission de s  opposer   lâ  antis mitisme et   toutes les formes de racisme des valeurs pour lesquelles nous, Juifs et non-Juifs, sionistes et antisionistes, avons tant lutté. Israël, hélas, n est plus parmi ceux qui combattent ce combat.

Une version plus courte de cet article a paru dans le Monde.

Eva Illouz

Traduction : CSPRN

Source : [Haaretz](#)

date cr  e
2018/09/14